

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/41/Add.1

3 mars 2000

(00-0813)

Comité de l'évaluation en douane

Original: anglais

SRI LANKA - ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994

Addendum

Les Membres trouveront ci-après le projet de décision concernant la demande présentée par Sri Lanka afin d'obtenir une prolongation de la période de transition conformément au paragraphe 1 de l'annexe III de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Projet de décision

Prenant note de la demande présentée par le gouvernement sri lankais au titre du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 ("Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane"), fait à Marrakech le 15 avril 1994, en vue d'obtenir une prolongation du délai pour l'application des dispositions de cet accord;

Reconnaissant que, le 1^{er} janvier 1995, Sri Lanka est devenue partie contractante à l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane et s'est prévalu du paragraphe 1 de l'article 20 de cet accord pour différer l'application de ses dispositions pour une période de cinq ans à compter du 1^{er} janvier 1995, date d'entrée en vigueur de l'Accord, et qu'il était donc prévu qu'elle applique les dispositions de cet accord d'ici au 1^{er} janvier 2000;

Considérant que Sri Lanka a accompli des efforts importants pour mettre en œuvre les dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

Considérant aussi que Sri Lanka a reçu et continue de recevoir une assistance technique pour la mise en œuvre et l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, qui contribue de manière significative à la réalisation de cet objectif;

Notant la détermination dont Sri Lanka fait preuve de longue date et les efforts considérables qu'elle accomplit pour réformer et moderniser son administration douanière;

Notant aussi l'objectif de Sri Lanka consistant à assurer la mise en œuvre et l'administration effectives de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

Notant que les autorités sri lankaises ont établi un programme de travail détaillé¹, auquel participent les ministères et organismes compétents, pour permettre d'élaborer et d'adopter une

¹ Voir l'annexe 1 – Programme de travail.

législation et de mener à bien les procédures administratives et juridiques intérieures, y compris en ce qui concerne la formation, la diffusion de renseignements et d'autres mesures, afin de mettre en œuvre et d'appliquer l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

Notant que Sri Lanka limitera l'application des valeurs minimales, aux fins de l'évaluation en douane pendant la période visée par sa demande de prolongation du délai de mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, aux véhicules à moteur usagés relevant des positions 87.01, 87.02, 87.03 et 87.04 du SH;

Notant que le gouvernement sri lankais mettra en œuvre et appliquera d'ici au 1er janvier 2001 le paragraphe 2 de la Décision sur l'évaluation des supports informatiques de logiciels destinés à des équipements de traitement des données²;

Notant que le gouvernement sri lankais n'utilise pas et n'a pas l'intention d'utiliser des services d'inspection avant expédition dans son système d'administration douanière et d'évaluation en douane;

Reconnaissant que Sri Lanka a indiqué que ce serait la seule dérogation qu'elle demanderait en vue de différer la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane;

Les Membres, agissant conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'Annexe III de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane,

Décident, au vu des circonstances exceptionnelles énoncées ci-dessus, ce qui suit:

1. Sous réserve des conditions et modalités énoncées ci-après, Sri Lanka pourra différer encore l'application des dispositions de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, sans dépasser la date du 1^{er} janvier 2001.
2. Le gouvernement sri lankais rendra compte au Comité de l'évaluation en douane, au plus tard le 30 juin 2000 et le 30 novembre 2000, des progrès accomplis dans l'exécution du programme de travail repris dans l'annexe 1, et de la situation concernant la mise en œuvre de l'Accord de l'OMC sur l'évaluation en douane, ainsi que des conditions et modalités énoncées dans la présente décision.
3. La présente décision est sans préjudice des droits et obligations de Sri Lanka au titre des Accords de l'OMC, notamment de ceux qui découlent de l'Accord sur l'évaluation en douane.

² G/VAL/5.

**PLAN OPÉRATIONNEL DE SRI LANKA EN VUE DE LA MISE EN ŒUVRE
DE L'ACCORD SUR L'ÉVALUATION EN DOUANE DE L'OMC**

| 2000 | | | | | | |
|------|--|----------------------------|---|---|---|--|
| N° | Activité | 1 | 2 | 3 | 4 | Coordination et coopération avec les autorités compétentes |
| 1 | Législation et procédures | | | | | Cabinet et Parlement Chambre de commerce de Sri Lanka |
| | * Élaboration d'une législation nationale conforme à l'Accord | * | * | | | |
| | * Établissement de réglementations | | * | * | | |
| | * Établissement de procédures | | | * | * | |
| | * Création d'une base de données | | | * | * | |
| 2 | Mise en valeur des ressources humaines | | | | | OMC, OMD Autres organismes d'administration des douane de la région |
| | * Personnel dirigeant de rang supérieur | * | * | | | |
| | * Personnel dirigeant de rang intermédiaire et personnel technique | | | * | * | |
| | * Programmes de sensibilisation/de formation à l'intention des utilisateurs (agents des douanes, importateurs, etc.) | | | * | * | |
| | * Élaboration de manuels, ouvrages de référence, etc. | | | * | * | |
| 3 | Changements dans la structure de l'organisation | | | | | OMC, OMD |
| | * Création d'un service d'audit <i>a posteriori</i> | * | * | | | |
| | * Création d'une unité de l'évaluation à l'aérogare de fret de l'aéroport international de Colombo | * | * | | | |
| | * Création d'un service d'enquête sur l'évaluation en douane | Activité déjà menée à bien | | | | |